



Commune de Le Val

Département du Var

Avenant n°1

Au contrat de Délégation du Service Public de
l'eau potable

Enregistré en sous-préfecture de Brignoles le
29/05/2017

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023_057-DE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Commune de Le Val, dont le siège est situé 5 place de la Libération - 83143 LE VAL, représentée par **Monsieur Jérémie GIULIANO**, son maire, agissant en cette qualité et autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal n°XXX en date du 2023,

et dénommée ci-après « la Collectivité »

d'une part,

ET,

SUEZ EAU France, société à actions simplifiée au capital de 422.224.040 euros, ayant son siège social à la Tour CB 21 – 16 place de l'Iris – 92040 Paris la Défense, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 410 034 607 03064, représentée par **Madame Laurence PEREZ**, Directrice de la Région SUD, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,

et dénommée ci – après « le Délégataire »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023_057-DE

EXPOSÉ PRÉALABLE

Par contrat de Délégation enregistré en Sous-préfecture de Brignoles le 29 mai 2017, la commune de Le Val a confié la gestion de son service d'eau potable à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (SEERC) représentée par sa marque unique SUEZ.

Du fait d'une opération de restructuration, la SEERC a fusionné avec SUEZ Eau France, avec date d'effet au 28 février 2021, ce qui a entraîné un transfert du patrimoine (droits et obligations contractuels et extracontractuels) au profit de ce dernier, sans réserve.

Dans une logique de solidarité territoriale face aux contraintes environnementales croissantes qui peuvent contraindre la ressource en eau tant en qualité qu'en disponibilité, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a attribué, à titre obligatoire, les compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Dans l'objectif de donner davantage de souplesse à l'exercice de ces compétences et afin d'apporter des réponses opérationnelles aux préoccupations des territoires, l'article 14 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, a ouvert aux Communautés d'agglomération, la possibilité de déléguer en tout ou partie à l'une de leurs communes membres les compétences relatives à l'eau potable et à l'assainissement des eaux usées.

Pour la gestion de ces compétences, exercées par la Commune au nom et pour le compte de l'Agglomération délégante qui en reste responsable, les parties ont conclu une convention de délégation de compétences au titre de l'exercice 2020 renouvelée pour 2021, 2022 et 2023.

Conformément à l'article 3 de la convention en question, l'Agglomération de la Provence Verte confie à la Commune du Val appelée « la Collectivité » ci-après, la signature de tous les actes nécessaires aux contrats de DSP.

Le contexte de la signature du présent avenant est le suivant :

La Collectivité organisatrice du service, souhaite modifier certaines conditions administratives et contractuelles notamment :

- Reversement TVA et mandat d'auto-facturation

Le Délégitaire intègre donc ces modifications dans la gestion contractuelle et modifie les articles du contrat concernés et les documents annexes associés.

Cet avenant n'engendre aucun impact sur la tarification du service.

Il résulte de ce qui précède que les modifications envisagées dans le cadre du présent avenant et entrant dans le champ des conditions de révision économique, peuvent être qualifiées de non substantielles, satisfaisant ainsi aux conditions prévues par les articles R3135-1 à 10 du Code de la Commande Publique du 1^{er} avril 2019, relatif aux contrats de concession.

En conséquence les parties ont convenu des dispositions suivantes :

Envoyé en préfecture le 04/10/2023
Reçu en préfecture le 04/10/2023
Publié le
ID : 083-218301430-20230922-2023_057-DE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions du régime de TVA et de reversement des montants de surtaxes de la Collectivité.

ARTICLE 2 – REVERSEMENT DE LA PART COLLECTIVITE

L'article 31.1 du contrat de délégation, « Sommes Prélevées pour le compte de tiers – Part de la collectivité » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« 1a. Part de la Collectivité »

Le Délégataire est tenu de percevoir gratuitement, pour le compte de la Collectivité, une part « collectivité » s'ajoutant au prix de l'eau.

Le montant de cette part sera fixé par délibération de la Collectivité qui le notifiera au délégataire au moins un mois avant le 1^{er} jour de la période de consommation, date à laquelle s'appliquera le nouveau montant. En l'absence de notification faite au Délégataire, celui-ci reconduira le montant fixé pour la précédente facturation.

Les redevances et les surtaxes perçues par la Collectivité, qui constituent la contrepartie de la mise à disposition des installations, sont soumises à la TVA au taux de droit commun visé à l'article 278 du CGI (BOI-TVA-CHAMP-10-20-10-10-20130801 §97).

Les sommes émises au titre de la part de la Collectivité seront reversées dans les conditions suivantes :

- a) 3 mois après l'émission des factures du cycle de masse de facturation d'hiver :
 - ✓ 90% des primes fixes du 1^{er} semestre de l'année N et du solde des consommations de l'année N-1 (facturation d'hiver).
- b) Le 1^{er} juin de l'année N :
 - ✓ Le solde de l'année N-1 au vu du compte rendu financier,
 - ✓ Le solde des montants encaissés relatifs aux primes fixes du 2^{ème} semestre de l'année N-1 et des consommations estimées de l'année N-1,
 - ✓ Les admissions en non valeurs seront prononcées en accord avec la Collectivité au vu d'un état présenté par le Délégataire.
- c) 3 mois après l'émission des factures du cycle de masse de facturation d'été :
 - ✓ 90% des primes fixes du second semestre de l'année N et des consommations de l'année N (facturation d'été),
 - ✓ Le solde des montants encaissés relatifs aux primes fixes du 1^{er} semestre de l'année N.

Le délégataire s'engage à acquitter les sommes dues dans un délai de 30 jours fin de mois selon le calendrier établi.

La Collectivité devra déclarer cette TVA au taux normal au Trésor Public au titre du mois de l'encaissement.

Le Délégataire reste le redevable de la TVA collectée au taux réduit (eau) auprès des usagers. Le Délégataire reverse la redevance à la Collectivité pour le montant TTC correspondant. Ce montant de redevance est assujéti à la TVA au taux normal.

Au cas où des directives complémentaires interviendraient les dispositions ci-dessus seront adaptées pour se conformer aux nouvelles règles par échange de courrier.

La Collectivité aura le droit de contrôler le produit de la part collectivité et les délais de reversement, en se faisant présenter les registres comptables dans les bureaux du Délégataire.

Toute somme non versée à ces dates portera intérêt au taux d'intérêt légal en vigueur.

Chaque reversement donnera lieu à un avis détaillant les sommes reversées et transmis à la Collectivité.

Les admissions en non-valeurs seront prononcées en accord avec la Collectivité et prises en compte semestriellement au vu d'un état présenté par le Délégataire.

La Collectivité ou son représentant dûment accrédité a accès aux dossiers confidentiels des créances ainsi abandonnées.

1b - Modalités de reversement de la part Collectivité

Le Délégataire procède au versement de la part « collectivité » revenant à celle-ci ainsi que la TVA afférente, sur la base d'une facture établie au nom de la Collectivité conformément à l'article 289 I-1 du Code général des impôts.

A cet effet, un mandat d'auto-facturation est confié par la Collectivité au Délégataire conformément aux dispositions spécifiques d'auto-facturation précisées ci-après.

La facture est émise par le Délégataire et transmise avec son règlement à la Collectivité. Elle est accompagnée de tous les éléments justifiant son montant.

L'auto-facturation du Délégataire est régie par les dispositions ci-après :

- Conformément à la possibilité offerte par l'article 289 I-2 du Code général des impôts, la Collectivité donne mandat au Délégataire d'émettre matériellement en son nom et pour son compte les factures initiales et les éventuelles factures rectificatives liées à la part collectivité et autres redevances revenant à la Collectivité dans le cadre du présent contrat de délégation de service public,
- Les factures émises par le Délégataire comportent la mention selon laquelle elles sont matériellement émises par le Délégataire au nom et pour le compte de « la collectivité ». A cet effet la mention AUTOFACTURATION y est apposée,
- la Collectivité qui réalise les opérations faisant l'objet du mandat de facturation est seule responsable de ses obligations en matière de facturation, ainsi que de la déclaration et du paiement de la TVA auprès des autorités fiscales compétentes.

La Collectivité :

- peut réclamer immédiatement le double de la facture si cette dernière ne lui est pas parvenue, considérant que le Délégataire s'engage à adresser à la Collectivité dans les plus brefs délais à compter de son émission, un double de chaque facture émise,
- communique au Délégataire, la liste complète des informations en sa possession devant figurer sur les factures exigées par la réglementation fiscale et économique et

notamment le numéro de TVA intracommunautaire qui lui a été délivré par les services fiscaux lors de son identification à la TVA,

- communique au Délégataire une adresse mail générique, adresse sur laquelle seront envoyées les déclarations ainsi que les auto-factures,
- signale au Délégataire toute modification dans les mentions concernant son identification.

Le Délégataire s'oblige à utiliser une séquence de facturation chronologique et continue distincte pour la facturation faite pour le compte propre de la Collectivité. En conséquence, les factures émises portent un code spécifique suivi d'une numérotation continue.

Le Délégataire respecte les dispositions légales et réglementaires définies par le Code général des impôts et par la réglementation économique (*articles L.242 nonies et suivants de l'annexe II du Code général des impôts - article L.441-3 et suivants du Code de commerce*). Il s'engage à supporter les conséquences financières du non-respect de cette réglementation qui peuvent être mises à la charge de la Collectivité par l'administration fiscale. Sa responsabilité ne peut, en revanche, être recherchée dans l'hypothèse d'une communication incomplète ou inexacte par le mandant des éléments permettant l'établissement des factures.

Les factures objet du présent mandat de facturation susmentionné, font l'objet d'une acceptation tacite par la Collectivité. Cette acceptation résulte d'une absence d'observation formulée par la Collectivité sur les factures reçues dans le délai d'un mois, sans préjudice des recours qui peuvent être engagés par la Collectivité pour réclamer le paiement de sommes mises en recouvrement ou recouvrées par le Délégataire et dont le montant n'aurait pas été versé à la Collectivité. Ce délai commence à courir au jour de la date d'émission de la facture sous réserve que le duplicata de la facture ait été transmis le jour même à la Collectivité.

Si la Collectivité décide ultérieurement de renoncer au mandat d'auto-facturation et d'établir elle-même les factures, elle doit en informer le Délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception, soixante (60) jours au moins avant l'échéance de facturation suivante. Dans ce cas, le reversement par le Délégataire de la part collectivité et des autres redevances revenant à la Collectivité pour la mise à disposition des ouvrages délégués intervient à échéance de trente (30) jours fins de mois après réception d'un titre de recettes se conformant aux conditions de forme visées à l'article 242 nonies A de l'annexe II au Code général des impôts. »

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET ET AUTRES CLAUSES

Le présent avenant prendra effet à compter du **01/01/2023** ou à la date de visa de dépôt en Sous-préfecture si cette date est postérieure.

Toutes les clauses du contrat initial et de ses avenants subséquents, non-modifiées par le présent avenant, restent et demeurent valables.

ARTICLE 4 – ANNEXE

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023_057-DE

Le document suivant est annexé au présent avenant :

Annexe 1 : Mandat d'autofacturation.

Fait en trois exemplaires originaux à Le Val, le 2023.

Pour la Collectivité,
Le Maire,

Pour le Délégué,
La Directrice de la Région Sud,

M. Jérémy GIULIANO

Mme Laurence PEREZ

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023_057-DE

ANNEXE 1 : Mandat d'autofacturation

Dans une logique de solidarité territoriale face aux contraintes environnementales croissantes qui peuvent contraindre la ressource en eau tant en qualité qu'en disponibilité, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a attribué, à titre obligatoire, les compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Dans l'objectif de donner davantage de souplesse à l'exercice de ces compétences et afin d'apporter des réponses opérationnelles aux préoccupations des territoires, l'article 14 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, a ouvert aux Communautés d'agglomération, la possibilité de déléguer en tout ou partie à l'une de leurs communes membres les compétences relatives à l'eau potable et à l'assainissement des eaux usées.

Pour la gestion de ces compétences, exercées par la Commune au nom et pour le compte de l'Agglomération délégante qui en reste responsable, les parties ont conclu une convention de délégation de compétences au titre de l'exercice 2020 renouvelée pour 2021, 2022 et 2023.

Conformément à l'article 3 de la convention en question, l'Agglomération de la Provence Verte confie à la Commune du Val appelée « la Collectivité » ci-après, la signature de tous les actes nécessaires aux contrats de DSP.

Le reversement des redevances et surtaxes dues à la Collectivité et qui constituent la contrepartie de la mise à disposition des installations est soumis à la TVA au taux de droit commun visé à l'article 278 du CGI (BOI-TVACHAMP-10-20-10-10-20130801 §97). Ce principe doit donner lieu à une facturation de la TVA par la Collectivité. La TVA ainsi collectée et facturée par la Collectivité sera alors déductible dans les conditions de droit commun par le Délégué (CGI, article 271).

Conformément à la possibilité offerte par l'article 289 I.-2 du CGI, je soussigné, **Monsieur Jérémy GIULIANO, Maire de la Commune de Le Val donne mandat au Délégué SUEZ Eau France d'émettre matériellement en son nom et pour son compte les factures correspondant à la redevance/surtaque qui est due par le Délégué à la Collectivité dans le cadre du contrat précité.**

Les factures émises par le Délégué comporteront la mention selon laquelle elles sont matériellement émises par le Délégué au nom et pour le compte de la Collectivité. A cet effet la mention « autofacturation » y sera apposée.

La Collectivité est la seule responsable de ses obligations en matière de facturation, ainsi que de la déclaration et du paiement de la TVA auprès de l'administration fiscale.

La Collectivité s'engage expressément :

- à communiquer au Délégué, la liste complète des informations en sa possession devant figurer sur les factures exigées par la réglementation fiscale et économique et notamment le numéro de TVA intracommunautaire qui lui a été délivré par les services fiscaux lors de son identification à la TVA,
- à signaler toute modification dans les mentions concernant son identification,
- à réclamer le double des factures qui ne lui seraient pas parvenues.

Le Délégué respectera les dispositions légales et réglementaires définies par le Code Général des Impôts et par la réglementation économique (article L 441-3 et suivants du Code de Commerce). Sa responsabilité ne pourra pas être recherchée dans l'hypothèse d'une communication incomplète ou inexacte par la Collectivité des éléments permettant l'établissement des factures. A chaque échéance contractuelle de reversement de la redevance/surtaque, le Délégué s'engage à adresser à la Collectivité un duplicata de la facture.

La Collectivité dispose d'un délai d'un mois à compter de leur date d'émission pour contester le contenu des factures émises en son nom et pour son compte. Les factures objet du présent mandat de facturation feront l'objet d'une acceptation tacite par la Collectivité. Cette acceptation résultera d'une absence d'observation formulée par la Collectivité dans le délai de 1 mois.

Budget eau 24380 – 25 :

Numéro de TVA intracommunautaire : FR3H200068104

Numéro de SIRET : 200068104-00120

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023_057-DE

A : Le Val

Le :

Le Maire,
Jérémy GIULIANO

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023_057-DE